



KPMG SA
7 avenue du Danemark
Vallée des Vignes - CS 49451
80094 Amiens

Alihanse

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Alihanse

Allée de la Pépinière Centre Oasis Bâtiment Cercis 80044 DURY

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
7 avenue du Danemark
Vallée des Vignes - CS 49451
80094 Amiens

Alihanse

Allée de la Pépinière Centre Oasis Bâtiment Cercis 80044 DURY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Alihanse,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Alihanse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Amiens, le 12 juin 2025

KPMG SA

Fabien LEFEBVRE

Associé

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	21 416,85	16 836,66	4 580,19	1 616,00
Immobilisations financières				
TIAP & autres titres immobilisés	174 886,99		174 886,99	171 486,24
Autres immobilisations financières	13 690,83		13 690,83	13 690,83
Total I	209 994,67	16 836,66	193 158,01	186 793,07
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances				
Autres créances	95 164,91		95 164,91	88 479,57
Divers				
Valeurs mobilières de placement	943 625,42		943 625,42	790 111,12
Disponibilités	296 873,66		296 873,66	41 500,81
Charges constatées d'avance	487,79		487,79	252,80
Total II	1 336 151,78		1 336 151,78	920 344,30
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 546 146,45	16 836,66	1 529 309,79	1 107 137,37

ASS ALIHANSE

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	7 774,90	7 774,90
Dotations non consommables	6 707,76	6 707,76
Autres fonds propres sans droit de reprise	1 067,14	1 067,14
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	560 988,52	560 988,52
Réserves pour projet de l'entité	560 988,52	560 988,52
Report à nouveau	204 006,58	119 909,82
Excédent ou déficit de l'exercice	85 518,67	84 096,76
Situation nette (sous-total)	858 288,67	772 770,00
Total I	858 288,67	772 770,00
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	47 446,00	
Total II	47 446,00	
PROVISIONS		
Provisions pour charges	56 249,00	58 697,00
Total III	56 249,00	58 697,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	272 694,00	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 883,89	17 761,80
Dettes fiscales et sociales	235 258,48	246 658,57
Autres dettes	44 489,75	
Produits constatés d'avance		11 250,00
Total IV	567 326,12	275 670,37
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 529 309,79	1 107 137,37

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Ventes de biens et de services						
Produits de tiers financeurs	1 944 529,42		1 826 600,78		117 928,64	6,46
Concours publics et subventions d'exploitation	1 944 529,42	100,00	1 826 600,78	100,00	117 928,64	6,46
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de c	7 252,05	0,37	3 032,65	0,17	4 219,40	139,13
Autres produits	1 290,89	0,07	869,56	0,05	421,33	48,45
Total I	1 953 072,36	100,44	1 830 502,99	100,21	122 569,37	6,70
CHARGES D'EXPLOITATION						
Autres achats et charges externes	313 784,09	16,14	309 956,60	16,97	3 827,49	1,23
Impôts, taxes et versements assimilés	96 820,62	4,98	82 197,22	4,50	14 623,40	17,79
Salaires et traitements	1 002 225,86	51,54	968 563,98	53,03	33 661,88	3,48
Charges sociales	426 502,12	21,93	397 632,30	21,77	28 869,82	7,26
Dotations aux amortissements et aux dépréciat	1 516,61	0,08	880,59	0,05	636,02	72,23
Dotations aux provisions			477,00	0,03	-477,00	-100,00
Reports en fonds dédiés	47 446,00	2,44			47 446,00	
Autres charges	3,08		270,45	0,01	-267,37	-98,86
Total II	1 888 298,38	97,11	1 759 978,14	96,35	128 320,24	7,29
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	64 773,98	3,33	70 524,85	3,86	-5 750,87	-8,15
PRODUITS FINANCIERS						
Autres intérêts et produits assimilés	20 744,69	1,07	13 571,91	0,74	7 172,78	52,85
Total III	20 744,69	1,07	13 571,91	0,74	7 172,78	52,85
CHARGES FINANCIERES						
Total IV						
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	20 744,69	1,07	13 571,91	0,74	7 172,78	52,85
3. RESULTAT COURANT avant impôt	85 518,67	4,40	84 096,76	4,60	1 421,91	1,69
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Total V						
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Total VI						
Total des produits (I + III + V)	1 973 817,05	101,51	1 844 074,90	100,96	129 742,15	7,04
Total des charges ((II + IV + VI + VII +	1 888 298,38	97,11	1 759 978,14	96,35	128 320,24	7,29
EXCEDENT OU DEFICIT	85 518,67	4,40	84 096,76	4,60	1 421,91	1,69
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES E						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS V						
TOTAL						

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ALIHANSE CAP EMPLOI SOMME

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 529 310 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 85 519 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/03/2025 par le Conseil d'Administration.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Désignation de l'association : ALIHANSE CAP EMPLOI SOMME

Objet social

L'objet social de l'association ALIHANSE est de développer l'insertion des personnes en situation de handicap en créant les conditions nécessaires pour parvenir à ce but.

Nature et périmètre des activités réalisées

Nature des activités :

- Cap emploi accompagnent les personnes en situation de handicap, quelque soit leur degré d'éloignement à l'emploi
- Cap emploi accompagnent les personnes en situation de handicap orientées marché du travail, quelque soit la nature du handicap
- Cap emploi développent une stratégie proactive en direction des employeurs privés et publics
- Cap emploi accompagnent les personnes en situation de handicap tout au long de leur parcours professionnel

Le périmètre d'intervention de l'association ALIHANSE est l'ensemble du département de la Somme.

Description des moyens mis en oeuvre

Les moyens mises en oeuvre par l'association sont uniquement de la ressource humaines. L'équipe est composée de professionnels de l'insertion, de la formation, du conseil en évolution professionnelle, du recrutement, de l'ergonomie et des ressources humaines. 32 collaborateurs sont mobilisés au quotidien au services des personnes en situation de handicap et des employeurs du département de la Somme.

L'association met en place régulièrement des plans de formation pour former son personnel.

Règles générales

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur Référence au règlement ANC 2018-06 .

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 10 ans
- * Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Faits caractéristiques de l'exercice 2024 ou survenus postérieurement à la clôture :

Versement de l'acompte 2025 relatif à l'Axe 1 par France Travail en Décembre 2024 pour un montant de 272 694€ présent en poste "Avances et acomptes".

Contexte inflationniste qui a impacté les comptes 2024 et qui se poursuit en 2025 sans remettre en cause le principe de continuité de l'exploitation.

Notes sur le bilan

ACTIF IMMOBILISE

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	3 072			3 072
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 864	4 481		18 345
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	16 936	4 481		21 417
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations				
– Autres titres immobilisés	171 486	3 400		174 887
– Prêts et autres immobilisations financières	13 691			13 691
Immobilisations financières	185 177	3 400		188 578
ACTIF IMMOBILISE	202 113	7 881		209 995

Notes sur le bilan

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	3 072			3 072
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 248	1 517		13 765
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	15 320	1 517		16 837
ACTIF IMMOBILISE	15 320	1 517		16 837

Notes sur le bilan

ACTIF CIRCULANT

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 109 344 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	13 691		13 691
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	95 165	95 165	
Charges constatées d'avance	488	488	
Total	109 344	95 653	13 691
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	7 775				7 775
Fonds propres avec droit de repris					
Ecart de réévaluation					
Réserves	560 989				560 989
Report à Nouveau	119 910		84 097		204 007
Excédent ou déficit de l'exercice	84 097	-84 097	85 519		85 519
Situation nette	772 770	-84 097	169 615		858 289
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat					
TOTAL	772 770	-84 097	169 615		858 289

Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	58 697		2 448		56 249
Total	58 697		2 448		56 249
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : Exploitation Financières Exceptionnelles			2 448		

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 58 220 Euros

Les hypothèses financières retenues :

- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Méthode de calcul : Droits accumulés avec projection salariale (Progression 2%)
- Rotation : Lente
- Taux actualisation retenu : 3,60%

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 294 632 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 884	14 884		
Dettes fiscales et sociales	235 258	235 258		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	44 490	44 490		
Produits constatés d'avance				
Total	294 632	294 632		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FRS – FACT. NON PARVENUES	14 884
DETTES PROV. PR CP & RTT	88 404
CHARGES SOCIALES S/CP & RTT	41 416
OPS	20 898
EXCEDENT OPS A REVERSER	23 592
Total	189 193

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	488		
Total	488		

Notes sur le compte de résultat

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 7 800 Euros

Honoraire des autres services : 0 Euros

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 31 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	1	3	4	4
Employés	6	21	27	26
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	7	24	31	30

Contributions volontaires

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total		

Contributions volontaires en nature :

Néant, les contributions volontaires en nature se résument à la participation bénévole des administrateurs pour leurs fonctions statutaires.

L'association a fait le choix de ne pas valoriser ce bénévolat.

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
OPS AXE 1 INDE		31 623				31 623	
OPS AXE 2 INDE		15 823				15 823	
Total		47 446				47 446	

Les subventions octroyées au titre de l'exercice 2024 prévoyaient une ligne de budget complémentaire fléchée vers l'indemnité de départ à la retraite de Madame LEMAIRE Véronique, directrice de l'association depuis 30 ans.

Ces compléments de budget se sont élevés à :

– Axe 1 : 31 623€

– Axe 2 : 15 823€

Soit un total de 47 446€

Madame LEMAIRE a fait valoir ses droits à la retraite en Février 2025.

Par conséquent, cette quote-part de subvention directement liée à cet événement a été reportée en fonds dédiés au titre de l'exercice 2024 et fera l'objet d'une consommation sur les comptes 2025.